

Source : https://www.liberation.fr/debats/2018/09/16/europe-ne-plus-dependre-de-la-croissance_1679117

Téléchargement 17 09 2018

TRIBUNE

Europe : ne plus dépendre de la croissance

Par un groupe d'intellectuels et d'universitaires — 16 09 2018

A l'occasion de la conférence «Post-Growth» qui se tiendra à Bruxelles à partir de mardi, un groupe d'universitaires de toute l'Europe appelle à revenir sur le dogme de la croissance, devenu incompatible avec la contrainte écologique et le bien-être des peuples.

Europe : ne plus dépendre de la croissance
Cette semaine, scientifiques, politiques et décideurs se réunissent à Bruxelles pour une conférence historique (les 18 et 19 septembre au Parlement européen de Bruxelles). Le but de cet événement, organisé par des membres du Parlement issus de cinq partis politiques différents, de concert avec des syndicats et des ONG, est d'explorer la possibilité d'une «*économie post-croissance*» en Europe.

Au cours des sept décennies passées, la croissance du PNB s'est dressée comme l'objectif économique premier des nations européennes. Mais si nos économies ont grandi, l'impact négatif sur l'environnement a augmenté en rapport. Nous dépassons maintenant l'espace de fonctionnement sécurisé pour l'humanité sur cette planète, et il n'y a aucun signe que l'activité économique soit en cours de découplage, à l'échelle qui serait requise, avec l'usage des ressources ou la pollution. Aujourd'hui, résoudre les problèmes sociaux au sein des nations européennes ne demande pas plus de croissance. Cela implique une distribution plus juste du revenu et de la richesse que celle que nous pouvons observer.

La croissance devient aussi plus difficile à atteindre du fait du déclin des gains de productivité, de la saturation des marchés et de la dégradation écologique. Si les tendances actuelles persistent, la croissance pourrait s'arrêter, pour toujours en Europe dans moins d'une décennie. Aujourd'hui, la réponse consiste principalement à essayer de relancer la croissance par la dette, l'affaiblissement des réglementations environnementales, l'extension des heures de travail et des coupes dans les systèmes de protection sociale. Cette recherche agressive de la croissance à tout prix divise la société, crée de l'instabilité économique et affaiblit la démocratie.

Les élites ne se sont pas engagées sur ces questions, du moins jusqu'à présent. Le projet «Au-delà du PIB» («Beyond GDP») de la Commission européenne est devenu le «PIB et au-delà» («GDP and Beyond»), ce qui remet le PIB au centre. Le mantra officiel demeure la croissance - corrigée comme «soutenable», «verte» ou «inclusive» - mais d'abord et avant tout, la croissance. Même les nouveaux objectifs de développement durable de l'ONU incluent la poursuite de la croissance comme l'un des buts pour tous les pays, en dépit de la contradiction fondamentale entre croissance et soutenabilité.

La bonne nouvelle est qu'au sein de la société civile et du monde universitaire, un mouvement post-croissance a émergé. Il porte différents noms suivant les lieux : décroissance, *Postwachstum*, *steady-state* ou *doughnut economics*, *prosperity without growth*, pour n'en nommer que quelques-uns. Depuis 2008, des conférences régulières sur la décroissance ont réuni des milliers de participants. Une nouvelle initiative globale, l'Alliance des économies du bien-être (Wellbeing Economies Alliance ou «WE-All», «Nous-Tous»), établit des connexions entre ces mouvements, tandis qu'un réseau de recherche européen développe de nouveaux «modèles macroéconomiques écologiques». Ces travaux suggèrent qu'il est possible d'améliorer la qualité de vie, de restaurer le monde vivant, de réduire les inégalités et de fournir des emplois en nombre suffisant sans recourir à la croissance économique, à partir du moment où des politiques publiques nous permettent de nous sortir de notre dépendance actuelle à la croissance.

Parmi les mesures proposées, des limites sur l'usage des ressources, des dispositions fiscales agressives pour endiguer la marée montante des inégalités, et une réduction graduelle du temps de travail. Les tendances dans l'usage des ressources pourraient être inversées par une taxe carbone dont le revenu pourrait être utilisé comme un revenu de base ou pour financer des programmes sociaux. Introduire à la fois un revenu de base et un revenu maximal réduirait encore plus les inégalités, tout en aidant à redistribuer le travail social et en réduisant les inégalités de pouvoir qui affaiblissent la démocratie. Les nouvelles technologies pourraient être utilisées pour réduire le temps de travail et améliorer la qualité de vie, au lieu de conduire à licencier en masse et augmenter les profits d'un petit nombre de privilégiés. Etant donné l'ampleur des enjeux, il serait irresponsable que les acteurs politiques et décideurs n'explorent pas les possibilités d'un avenir post-croissance. La conférence qui se tient à Bruxelles est un coup d'envoi prometteur, mais des engagements bien plus importants sont nécessaires.

En tant que groupe de scientifiques concernés, travaillant tant dans les domaines des sciences naturelles que sociales, et issu des 28 nations européennes, nous appelons l'UE, ses institutions et Etats membres à :

- 1) mettre en place une commission spéciale sur les avènements post-croissance au niveau du Parlement européen. Cette commission doit débattre activement de l'avenir de la croissance, proposer des politiques publiques alternatives et reconsidérer la poursuite de la croissance en tant qu'objectif politique général ;
- 2) incorporer des indicateurs alternatifs dans le cadre macroéconomique de l'UE et de ses Etats membres. Les politiques économiques doivent être évaluées en fonction de leur impact sur le bien-être humain, l'usage des ressources, les inégalités et la propension à favoriser des emplois décents. Ces indicateurs doivent avoir une priorité supérieure au PIB dans la prise de décision ;
- 3) transformer le pacte de stabilité et de croissance (PSC) en un pacte de stabilité et de bien-être. Le PSC est un jeu de règles visant à limiter les déficits gouvernementaux et la dette

nationale. Il doit être révisé pour permettre aux Etats membres de répondre aux besoins fondamentaux de leurs citoyens, tout en réduisant l'usage des ressources et la production de déchets pour les ramener à un niveau soutenable ; 4) établir dans chaque Etat membre un «ministère de la Transition économique».

Une nouvelle économie axée principalement sur le bien-être humain et écologique peut offrir un avenir meilleur que celui qui dépend structurellement de la croissance économique.

Premiers signataires : Dr Dan O'Neill, Associate Professor, University of Leeds, Royaume-Uni ; Dr Federico Demaria, Researcher, Universitat Autònoma de Barcelona, Espagne ; Dr Giorgos Kallis, Professor, Universitat Autònoma de Barcelona, Espagne ; Dr Kate Raworth, Lecturer, Oxford University, Royaume-Uni ; Dr Tim Jackson, Professor, University of Surrey, Royaume-Uni ; Dr Jason Hickel, Lecturer, Goldsmiths, University of London, Royaume-Uni ; Dr Marta Conde, President of Research & Degrowth, Espagne.

Et parmi les premiers signataires français: Serge Latouche, Professeur émérite, Université Paris Sud , Dominique Méda, Professeur, Université Paris Dauphine, Jean Gadrey, Professeur, Université de Lille, Aurore Lalucq, Co-Directrice, Institut Veblen, François Schneider, Chercheur, Research & Degrowth, Fabrice Flipo, Professeur, Institut Mines Télécom-BS et LCSP Paris 7 Diderot, Geneviève Azam, Professeur, Université Jean Jaurès, Vincent Liegey, chercheur et co-auteur d'Un Projet de Décroissance (Editions Utopia)...

Pour signer le texte <https://you.wemove.eu/campaigns/europe-it-s-time-to-end-the-growth-dependency>

Retrouver la liste complète des signataires

sur : <https://degrowth.org/2018/09/06/post-growth-open-letter/>

un groupe d'intellectuels et d'universitaires